

ASS/GF/ST/MG

2023-152

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 2023

<u>OBJET</u> : TRANSFERT DU CENTRE SOCIAL DE L'AMI EN CENTRE-VILLE – ANNEXE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 2 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Sabrina FITO à Mme Christine BÉNET, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Rémi PÉNAVAIRE à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Françoise BAROUSSE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20231110-2023-152-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2023

Publication : 16/11/2023

Pour le Maire



Force est de constater que l'extrême fragilité d'une partie de la population de Lézignan, et notamment celle du quartier prioritaire de la politique de la ville, a été accentuée par la crise sanitaire, qui a notamment conduit à l'isolement forcé de ces familles déjà en grandes difficultés économiques et sociales.

L'absence d'un centre social en plein centre-ville ne permet pas de toucher ces populations défavorisées. Désormais, se pose le projet de transfert du centre social géré par l'association Aide Mutuelle à l'Insertion (AMI) du village d'Escouto con Plaou vers le centre-ville de Lézignan-Corbières.

Porté par l'AMI en collaboration étroite avec la CAF de l'Aude, Habitat-Audois et la commune de Lézignan-Corbières, le transfert en question est absolument nécessaire afin de répondre au plus près aux attentes de la population. Implanté depuis plusieurs décennies dans un village situé à près de 2 kilomètres de Lézignan-Corbières, ses bâtiments actuels ne répondent plus aux nouveaux besoins d'une population jeune qui a fait le choix de s'installer dans le centre-ville ou à sa proximité immédiate. Le courage, la compétence et l'abnégation du personnel de l'AMI ne suffisent plus ; il faut désormais lui donner les moyens adéquats.

La municipalité est pleinement impliquée dans la réflexion sur la nouvelle localisation de cet établissement. En effet, celle-ci est désormais à même de mobiliser plusieurs biens immeubles appartenant à la commune, au sein du quartier prioritaire de la politique de la ville, à proximité immédiate des écoles maternelles et primaires. Ces derniers sont situés rue Lakanal et sont composés des parcelles AE 190 (25 m²), 191 (23 m²), 192 (22 m²), 206 (31 m²), 207 (24 m²), 208 (30 m²), 209 (60 m²), 210 (60 m²), 569 (24m²), soit un total de 275 m² au sol. L'acquisition de deux parcelles supplémentaires en état de jardin d'un total de 555 m² est en cours de négociation. La valeur de l'ensemble de ces biens est évaluée à 150 000 € environ.

Ce projet d'implantation avance donc favorablement grâce à la détermination de toutes les parties concernées.

Cependant, même si la commune de Lézignan-Corbières s'implique fortement dans la réalisation d'un tel projet, il ne lui appartient pas d'en assurer la maîtrise d'ouvrage qui relève beaucoup plus d'un intervenant qui a l'habitude de la conduite de tels projets. Habitat Audois est ainsi l'entité la mieux à même d'agir en ce sens.

Par la délibération n° 2021-27 en date du 13 décembre 2021, le conseil municipal avait adopté la création d'une Maison France Services et d'un Centre Social au sein du bâtiment appartenant à la commune et dénommé « Maison Pauc ». Le coût final d'une telle réalisation ayant été jugé trop élevé, une autre localisation a été recherchée et trouvée depuis cette date, comme indiqué ci-dessus.

Le bénéfice de la subvention réservée à cette époque par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Aude à la commune pour cette construction doit être désormais transférée à Habitat Audois qui va porter le projet. La participation de la commune se concrétisera par le transfert de propriété ou la location à bail emphytéotique des bâtiments et terrains nécessaires au futur centre social de l'AMI.

Il est donc demandé au conseil municipal :

1/ D'approuver le transfert à Habitat Audois, qui va porter le projet, du bénéfice de la subvention réservée par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Aude à la commune pour cette construction.

2/ D'approuver le principe de la participation de la commune à ce projet par la location à bail emphytéotique des bâtiments et terrains nécessaires au futur centre social de

l'AMI, lesquels seront précisément énumérés dans le cadre d'une prochaine délibération.

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à saisir le Service des Domaines afin de réactualiser la valeur des biens dont la jouissance pourrait être transférée à Habitat Audois.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver le transfert à Habitat Audois, qui va porter le projet, du bénéfice de la subvention réservée par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Aude à la commune pour cette construction.

2/ D'approuver le principe de la participation de la commune à ce projet par la location à bail emphytéotique des bâtiments et terrains nécessaires au futur centre social de l'AMI, lesquels seront précisément énumérés dans le cadre d'une prochaine délibération.

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à saisir le Service des Domaines afin de réactualiser la valeur des biens dont la jouissance pourrait être transférée à Habitat Audois.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA

La secrétaire de séance,
Christine BÉNET

